

POLITIQUE FAMILIALE

Une réforme de justice



Jean-Marc Ayrault, Marisol Touraine et Dominique Bertinotti en déplacement lundi 3 juin 2013, dans une crèche collective associative à Paris dans le 14^e arrondissement

L'AGENDA

15 juin

► Forum
des progressistes
européens

16 juin

► Convention nationale
Europe

20 juin

► Atelier du changement
à Aix-en-Provence



L'info en continu

Harlem Désir, 1/06/13

Fraude

« La primaire UMP est un véritable fiasco, un échec politique pour l'UMP et un échec personnel pour Jean-François Copé. L'UMP, comme elle l'avait montré au moment de son congrès, a un problème avec la culture démocratique. Cette "fraude pour tous" à laquelle on a assisté pèsera sur la campagne de l'UMP pendant les municipales à Paris. »

Michel Sapin, 3/06/13

Indemnités chômage

« Cela fait cinq ans que le nombre de chômeurs augmente tous les mois. Il y a 1 200 000 chômeurs en plus depuis cinq ans. Ce n'est pas au moment où le nombre de chômeurs augmente aussi fortement qu'on va commencer par diminuer l'indemnisation des chômeurs. Ce serait grotesque. Ce sont les partenaires sociaux qui vont avoir à discuter du système d'indemnisation en septembre prochain. Il faut trouver un moyen de lutter contre le déficit de l'assurance-chômage. »

Vincent Peillon, 3/06/13

École primaire

« Depuis très longtemps le système a fait le choix de délaisser le primaire, là où tout se joue. On est, parmi les pays de l'OCDE, le pays qui met le moins d'argent pour le primaire. Par contre on a un lycée qui vaut 130 % de plus. François Hollande a souhaité donner la priorité au primaire, c'est-à-dire inverser, commencer par le commencement. C'est pour ça que je parle de refondation. Il faut poser les bases. La responsabilité, nous le savons tous, se joue dans les premières années. Donc c'est faire en sorte que nos moyens aillent là où ils sont indispensables et c'est en particulier les premières années. »

ÉVÈNEMENT

Travailler mieux pour vivre mieux

Journées débat sur L'EMPLOI

L'expression « *qualité de vie au travail* » est apparue à la fin des années 1960 dans les pays nordiques, qui connaissaient alors une époque de croissance et de plein emploi mais parallèlement un développement accru du taylorisme. Aujourd'hui, alors que la France est en crise et que le chômage augmente, la nécessité de se pencher sur l'humanisation du travail est d'autant plus importante. C'est ce qu'a fait le Parti socialiste en consacrant sa deuxième journée débat sur l'emploi à la promotion de la qualité de vie au travail.

C'est par l'étude de cas de la Poste, qui a connu une série de suicides qui a particulièrement affecté l'institution, que les bases d'un nouveau paradigme social, fondé sur une évolution culturelle inévitable, ont été posées. Jean Kaspar, auteur du rapport « *Grand dialogue* » à la Poste a ainsi décortiqué les conclusions de son rapport. « *L'entreprise est considérée comme un lieu où des hommes mettent en commun leur savoir-faire pour produire un bien ou un service, a-t-il rappelé, or dans cette définition, c'est le côté production qui l'emporte, on oublie l'essentiel* ». Décrivant notamment une entreprise où la parole est étouffée, où le pouvoir n'est pas partagé et où l'information sociale circule mal, Jean Kaspar a souligné que « *l'entreprise se prive ainsi d'un potentiel d'intelligence nécessaire à sa compétitivité. En libérant la parole, les intelligences, en faisant en sorte que le salarié ait une prise sur son travail, le travail ne sera plus vécu comme une activité subie mais vu positivement* ». À la suite de la remise de ce rapport, 9 négociations ont été programmées à la Poste a rappelé Sylvie François, DRH du groupe, 4 sont en cours, et un accord global a été trouvé sur les grands thèmes, faisant émerger 17 mesures et autres grandes orientations en janvier dernier. « *Nous avons mis la question de la qualité de vie au travail sur le même plan que la santé économique de l'entreprise et la qualité du service client* », a-t-elle conclu.

La qualité de vie au travail comme atout de performance des entreprises était justement au menu de la seconde table-ronde. Alain Alphon-Layre, secrétaire confédéral Santé au travail à la CGT a ainsi souligné qu'une mauvaise qualité de vie au travail était source « *de gâchis et de désengagement des salariés* », comme une « *mauvaise circulation de l'information et une consultation partielle des salariés* », a rappelé Gérard Sebaoun, député du Val d'Oise. Hervé Garnier, secrétaire national à la CFDT a posé la question du niveau intermédiaire dans les entreprises, à qui « *il faut lui donner les moyens et les compétences pour manager* ». Jean-Christophe Sciberras, DRH Solvay, président de l'ANDRH et ancien DRH chez Renault a rappelé que le directeur des ressources humaines « *était parfois un peu seul dans l'organisation de l'entreprise* ». Sur les questions de qualité de vie au travail, il a insisté sur l'importance d'une « *signature unanime* » des textes proposés pour les asseoir davantage. En conclusion, Jean-Marc Germain, secrétaire national au Travail a lancé des pistes de réflexion pour le PS pour faire progresser les droits des salariés. « *La création d'une négociation obligatoire sur le temps de travail et la souffrance, l'indépendance plus accrue de la médecine du travail, la généralisation des comptes-temps travail, et la création d'un conseiller prévention, interlocuteur indépendant sur ces sujets précis* » ont notamment été avancées.



VIE DU PARTI

Université permanente

L'Université permanente du PS s'est tenue les 1^{er} et 2 juin 2013 sur le thème des Égalités. Deux plénières étaient organisées : « *Sommes-nous face à un conflit de générations ?* » et « *Combatte les inégalités femmes-hommes, le féminisme au cœur du projet socialiste* ». Les ateliers techniques ont porté sur la communication écrite. Ils étaient notamment animés par Delphine Mayrague, Frédéric Léveillé, Mine Günbay, Alizée Ostrowski (JS), Caroline de Haas, Julie Muret (Osez le Féminisme).



Le gouvernement engage la rénovation de la politique familiale

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé plusieurs mesures pour la politique familiale à l'issue de la réunion du Haut conseil de la famille lundi 3 juin. « *Tout notre défi, alors que cette politique familiale connaît des difficultés financières, c'est de la préserver, et pour y parvenir, il faut réformer le modèle social français en le pérennisant dans ses financements, en le rendant plus juste dans sa mise en œuvre* », a expliqué le Premier ministre. Le déficit de la branche famille s'est élevé à 2,5 milliards d'euros en 2012. Avec le plan annoncé, les comptes devraient s'améliorer de 1,7 milliards d'euros en 2016. Le gouvernement a choisi de préserver l'universalité des allocations familiales, qui « *continueront d'être versées de façon égale à tous les enfants* ». Il va donc faire appel « *aux familles les plus aisées, en réduisant un avantage fiscal, à travers le quotient familial* », précise Jean-Marc Ayrault. Cette mesure concernera « *moins de 12 % des familles* », celles dont le revenu mensuel net dépasse 5 850 euros pour deux enfants. Le plafond du quotient familial sera fixé à 1 500 euros par demi-part « *enfants à charge* » contre 2 000 euros actuellement.

La prestation d'accueil du jeune enfant sera baissée pour 10% des familles qui en bénéficient, ce qui devrait permettre d'économiser 250 millions d'euros. La majoration du complément de libre choix d'activité, ainsi que la réduction forfaitaire d'impôts pour frais de scolarité au collège et au lycée seront supprimées, permettant 450 millions d'euros d'économie.

Parallèlement, plusieurs autres mesures d'aide vont être mises en place. 275 000 places d'accueil

supplémentaires vont être créées, dont 100 000 en crèche. 75 000 enfants de 2 à 3 ans seront scolarisés en plus en maternelle, en priorité dans les ZEP.

En outre « *nous allons favoriser la création de 100 000 solutions d'accueil auprès des assistantes maternelles* », affirme le Premier ministre.

Pour lutter contre les inégalités, « *nous avons prévu des aides supplémentaires, pour les mères isolées, pour les familles monoparentales, pour les familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté* », affirme Jean-Marc Ayrault, rappelant qu'encore un enfant sur cinq vit en situation de pauvreté. L'allocation de soutien familial, qui bénéficie aux familles monoparentales, sera augmentée de 25 %. Le complément familial sera lui majoré de 50 % pour les familles nombreuses vivant sous le seuil de pauvreté.

Enfin cette nouvelle politique familiale vise également à améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes. Le congé parental, utilisé à 96 % par les femmes, va être réformé : il ne pourra durer trois ans que si le deuxième parent (souvent le père) prend les six derniers mois. Sinon il sera raccourci à deux ans et demi.

« *Nous avons voulu mettre en place une politique qui soit responsable sur le plan financier et qui soit une politique de justice sur le plan social, estime pour sa part Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales. Notre politique familiale est un atout. Nous devons donc la renforcer, et ça ne passe pas par les déficits qui continuent.* » Harlem Désir, Premier secrétaire du PS, salue lui « *une grande réforme, de courage et de justice* », qui « *va dans le sens de davantage de justice sociale et d'une meilleure répartition des*

LÉGISLATIVES PARTIELLES



Harlem Désir s'est rendu à Villeneuve-sur-Lot pour apporter son soutien à Bernard Barral, candidat socialiste pour les législatives partielles des 16 et 23 juin prochains. Soulignant que Bernard Barral était « *le seul candidat qui peut permettre à la gauche de l'emporter* », le Premier secrétaire du PS a rappelé l'importance pour le Lot-et-Garonne d'être « *représenté à l'Assemblée par les valeurs de progrès, de la République et de la justice sociale* ». Valeurs socialistes incarnées par Bernard Barral, militant depuis 1974.



Anne Hidalgo, 2/06/13

Paris

« *Je constate un spectacle assez désastreux pour la démocratie dans son ensemble. Quoi qu'il arrive, la personne qui sortira de cette primaire UMP, qui sera élue, partira affaiblie parce qu'effectivement le processus de vote est contesté. D'ailleurs beaucoup de journalistes ont vérifié qu'il était possible de frauder dans ce système de primaires. Compte tenu de ce qui s'est passé, je crois que la légitimité (du vainqueur) sera contestée par les candidats eux-mêmes. Organiser une primaire pour un candidat ou une candidate officielle, ça n'est jamais très bon. Ce n'est pas jouer le jeu de la démocratie.* »

David Assouline, 3/06/13

Démocratie en berne

« *L'UMP, qui n'a cessé de parler de démocratie pendant des mois, en déniait au Parlement la légitimité de légiférer ; qui a demandé un référendum face au coup de force supposé du Parti socialiste ; qui s'est même permis de parler d'amateurisme pour critiquer telle ou telle décision, nous révèle ni plus ni moins qu'il n'est pas démocratique. On voit à quel point leur amateurisme s'est conjugué à leur déficit démocratique, de telle sorte que leur primaire apparaît comme une impasse. Cette affaire démontre un amateurisme d'organisation et de mise en œuvre qui éclaire un peu plus la façon irresponsable et catastrophique dont l'UMP a fait preuve dans sa gestion du pays pendant dix ans.* »



UN AN D'ENGAGEMENTS TENUS POUR L'EMPLOI ET L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

Tout pour l'emploi !

- > **Les emplois d'avenir**, qui aident les jeunes peu qualifiés à obtenir une première expérience professionnelle avec une formation. **150 000 contrats doivent être signés entre 2013 et 2014.**
- > **Les contrats de génération** pour maintenir les seniors dans l'emploi et embaucher les jeunes en CDI. **500 000 contrats seront financés sur le quinquennat.**



« C'est une formule bien adaptée, je pourrais recruter trois personnes encore, puisque j'ai trois salariés qui sont proches de la retraite. »

Alain Delaby, premier PDG à avoir recruté un contrat de génération



« Avant mon emploi d'avenir, obtenir ne serait-ce qu'un CDD de deux mois, c'était difficile voire impossible. »

Tiseme, 21 ans, emploi d'avenir d'agent administratif, Guyancourt

Le choix de la compétitivité du désendettement et de la reconquête productive

- > **Le Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi** et ses 35 mesures dont le crédit d'impôt pour redresser l'industrie, relancer la croissance, investir dans les filières d'avenir, embaucher et gagner des parts de marché dans la mondialisation.
- > Le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi donne **plus de droits aux salariés** (présence dans les instances de gouvernance des grands groupes, couverture santé pour tous les salariés, compte personnel de formation, taxation des contrats courts, droits rechargeables à l'assurance chômage) et **plus de capacités d'adaptation aux entreprises** pour affronter la crise.
- > **Le désendettement pour la souveraineté économique.** La droite a laissé se creuser la dette et les déficits en multipliant les cadeaux fiscaux aux plus riches. Aujourd'hui, nous désendettions la France pour qu'elle puisse rester maître de ses choix. Les efforts sont répartis équitablement, avec notamment la taxe de 75 % sur les rémunérations de plus d'un million d'euros dans les entreprises.



UN AN D'ENGAGEMENTS TENUS POUR L'EUROPE DE LA CROISSANCE, CONTRE L'AUSTERITÉ



- > **Le pacte de croissance** a été adopté lors du sommet européen de juin 2012. Il représente 120 milliards d'euros pour la croissance, l'emploi et les territoires.
- > **L'union bancaire** a également été actée lors du sommet de juin 2012 : une protection pour la zone euro contre les spéculateurs.
- > **La taxe sur les transactions financières** va être instaurée.
- > La défense de la PAC : l'enveloppe de la France a été sauvée lors du Conseil européen consacré à l'examen du budget européen pluriannuel 2014-2020. C'est une victoire pour nos agriculteurs.
- > **La lutte contre les paradis fiscaux** : renforcement des moyens de la lutte contre la grande délinquance économique et financière, publication des filiales des banques françaises à l'étranger, liste des paradis fiscaux révisée.